

« Il faut sortir par le haut de cette cr

En ce début d'année, le président de l'Agglo de Lamballe Terre et Mer (LTM), Thierry Andrieux, a évoqué différents sujets: la ferme du Botrai, la rocade, l'environnement...

Entretien

Thierry Andrieux, président de l'Agglo.

L'environnement est un sujet important pour LTM. Mais vous évoquez souvent les contraintes budgétaires dans ce domaine.

Plus globalement, on transfère de plus en plus de compétences aux Agglos, sans nous donner de moyens. Il y a aussi un désengagement de la part de l'État au niveau de la politique du « grand âge » et plus largement de la santé... les Agglos doivent « compenser » et ont davantage de contraintes budgétaires, y compris pour investir dans l'environnement.

Qui dit environnement dit aussi foncier...

Oui, dans ce domaine, l'aménagement du territoire est très important. On travaille en coopération avec des collectivités voisines, comme l'Agglo de Saint-Brieuc dans le cadre du Scot (schéma de cohérence territoriale), en tenant compte de la loi climat et résilience qui demande de réduire la consommation foncière de 50 %.

Il est important aussi d'avoir une solidarité foncière à l'échelle de l'Agglo. Notre volonté est de se partager le foncier avec les 38 communes. Ce n'est pas simple. Il faut trouver le bon équilibre.

Nous n'avons pas de Plan local d'urbanisme intercommunal (comme c'est le cas dans l'Agglo de Saint-Brieuc, N.D.L.R.). On passe du temps avec les élus du territoire pour que tout se passe au mieux. L'objectif est de pouvoir produire du logement, permettre aux entreprises de s'implanter... Tout cela en préservant les espaces naturels, agricoles et forestiers.

Vous tenez aussi beaucoup à la solidarité financière...

Oui, c'est important. Il y a un lien financier entre l'Agglo et les 38 communes qui s'appelle « le pacte fiscal et financier ».

Une solidarité qui doit aussi fonctionner pour le parc éolien en mer ?

Il y a une indemnité qui va arriver pour Pléneuf-Val-André, Erquy et Plurien,



Thierry Andrieux, président de la communauté d'agglomération Lamballe Terre et Mer, qui réunit 38 communes.

(PHOTO: OUEST-FRANCE)

de près de 3 millions d'euros pendant plusieurs années. Après discussions avec les communes, notre volonté est que cet argent irrigue et soit partagé dans le territoire.

Concernant la ferme du Botrai, une décision devait être prise avant mars ?

En novembre, nous avons accepté de faire appel à l'association Rich'ess. On rencontre aussi différents porteurs de projet. On est en cours d'analyse et de travail pour accompagner une transmission vers un porteur privé, qui peut aussi être associatif...

Où en sont les projets de travaux du plan d'eau de la Ville-Gaudu de Lamballe ?

Le cours d'eau de La Flora de Saint-Alban et Pléneuf-Val-André est passé prioritaire, car sa qualité d'eau est déplorable. C'est une urgence.

On n'a pas oublié le plan d'eau, mais un des scénarii de la rocade de Lamballe, tombé en 2023, impacte

l'aménagement de ce dernier. Donc il faut d'abord arbitrer concernant la rocade, car il y a une superposition des projets.

Vous aviez dit que l'Agglo allait donner sa position concernant la rocade de Lamballe ?

Il y a eu des échanges et il y en a toujours entre le Département, l'Agglo et la Ville de Lamballe. Mais on a tout intérêt à se mettre d'accord en amont. Après, nous communiquerons à ce sujet. Dans tous les cas, une décision sera prise et proposée au conseil communautaire dans les mois à venir.

Quels sont les gros projets à venir ?

Il n'y aura pas de gros projets immobiliers. Notre capacité financière ne nous le permet pas. S'il y a une priorité, c'est l'amélioration de la qualité de l'eau dans le territoire, avec des travaux sur les stations de traitements d'eau usées. On injecte 36 millions d'euros pour le système d'assainisse-

ment dans le territoire, c'est beaucoup.

L'Agglo dépense aussi 14 millions d'euros pour le développement de la fibre. On participe à hauteur de 3,5 millions d'euros pour la rénovation de la ligne ferroviaire Lamballe-Dinan...

Et puis, certains de nos agents travaillent dans des locaux privés ou pas adaptés. Des bâtiments publics nous permettraient de diminuer les charges de fonctionnement. On travaille sur des solutions.

On a pour objectif sur la fin de mandat d'améliorer le service public et les conditions de travail des agents

Pourquoi s'être retiré du projet de l'ancien collège Gustave-Tery pour y accueillir les agents ?

Il y a trop de contraintes au niveau du bâtiment, l'impact financier était trop important. Il faut trouver une autre solution pour une utilisation de l'argent public plus modérée et adaptée.

Anne-Lyse RENAULT.